



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quinze le 10 février, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 4 février 2015, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme FLORENTIN, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, Mme HOLGADO, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. GABARD, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. LIMINIANA à Mme QUERAL, Mme HERMILLY à Mme FLORENTIN

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M Gaëtan GABARD est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 25

Conseillers votants : 27

Pour : 22

Contre : 5

Abstention : 0

7 – DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LE CONTRAT D'AFFERMAGE POUR L'EXPLOITATION DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT - DECISION DE PRINCIPE ET AUTORISATION DE LANCER LA PROCEDURE

Le Conseil Municipal délibère à la majorité

Par délibération du 18 novembre 1999, le conseil municipal a approuvé le principe de l'exploitation du service de l'assainissement dans le cadre de la délégation de service public.

Par délibération du 22 décembre 2000, le conseil municipal a approuvé le choix de la société Lyonnaise des Eaux et a autorisé M le Maire à signer le contrat.

Le contrat, d'une durée de 15 ans à partir du 1^{er} janvier 2001, arrivera à échéance le 31 décembre 2015.

Comme précédemment, la ville souhaite conserver la maîtrise des investissements en les réalisant et en les finançant.

Sur cette base de ce service public, différentes possibilités s'offrent à la collectivité pour exploiter le service de l'assainissement :

- la régie directe
- le marché public de prestation de service
- la délégation de service public sous forme de l'affermage.

Le rapport joint à la présente délibération expose ces différentes possibilités ainsi que les caractéristiques générales du contrat et précise que la solution la plus pertinente est la délégation de service public sous forme de l'affermage.

En application de l'article L1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le conseil municipal doit se prononcer sur le principe de délégation de service public au vu d'un rapport contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- de se prononcer, au vu du rapport ci-joint, sur le principe de la délégation de service public de type affermage concernant l'exploitation du service de l'assainissement.

- d'autoriser Monsieur le Maire à lancer la procédure de délégation de service public et de signer tout document y afférent.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 2 février 2015 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à la majorité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 13/02/15
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20150210-19548-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

